

Chers lycéen·nes, parents d'élèves, et membres du personnel du lycée,

Comme certain·es d'entre vous le savent déjà, M. le proviseur a envoyé suite au blocus du jeudi 2 octobre un mail aux parents d'élèves, dans lequel il établit que les élèves militants ont contrevenu au règlement intérieur et où il menace ceux-ci d'éventuelles sanctions. Estimant que cette lettre a été envoyée pour tenter de décrédibiliser le mouvement et de nous dénigrer, nous tenons à apporter des précisions sur d'éventuels points que nous estimons n'être pas assez précis, voire mensongers.

L'un de ces points que nous ne pouvons pas laisser passer est le fait de dire que nous « agissons sous couvert de revendications “sociales” ». Cela est insultant et ne vise qu'à nous faire passer pour des délinquant·es n'ayant pour seul objectif que la perturbation des cours. Or nous nous inscrivons dans un mouvement, portons des revendications nombreuses mais fortes, précises et fondées. Nous avons tenté de faire part de ces revendications aux élèves, notamment avec des tracts, des passages dans les classes pour les informer, et nous avons plusieurs prises de parole que nous n'avons pas pu effectuer comme nous le voulions, du fait de l'important cordon de gendarmes autour du lycée.

Mais le mail ne s'arrête pas là car il déclare aussi que nous avons bloqué les entrées des salles, ce qui ne s'est jamais produit, la seule chose pouvant s'y assimiler étant le blocage des portes menant à l'aile scientifique, les élèves étant bloqués dedans du fait que M. le proviseur ait refermé la sortie par laquelle il avait fait rentrer ces mêmes élèves.

Il est dit que nous avons bloqué les sorties de secours, et il est vrai que cela a pu se produire dû à un manque de communication entre les élèves mobilisés, mais ces sorties ont rapidement été débloquées lorsque nous avons eu conscience du problème, dont nous nous excusons.

Enfin l'alarme incendie aurait été déclenchée. Sur ce point, nous reconnaissons qu'une erreur a peut-être été faite, bien que la décision de ne pas déclencher l'alarme ait rapidement été prise afin de ne pas créer de mouvement de panique. En effet, les portes coupe-feu s'étant fermées à un moment, il est possible qu'une personne seule ait décidé de tenter de déclencher cette alarme, qui n'a cependant jamais retenti, ne nous permettant ici de ne rien affirmer avec certitude. Mais si le proviseur n'avait pas décidé de faire rentrer les élèves tout en sachant que ceux-ci risquaient de se faire bloquer de l'intérieur, il n'y aurait eu de danger pour personne.

Nous sommes conscient·es que des erreurs ont été commises de notre part, notamment du fait d'un manque de communication entre nous, et nous nous excusons si certaines personnes se sont senties en danger. Mais nous tenons à souligner que les deux premiers blocus effectués dans l'année se sont déroulés beaucoup plus paisiblement, et que la présence policière extrêmement importante jeudi dernier nous a obligés à adopter un mode d'action beaucoup plus chaotique.

En effet, vers 7h du matin se trouvaient dans le quartier plus d'une dizaine de camions de gendarmerie et de police, le tout pour seulement quelques dizaines d'élèves. Nous ignorons si ce déploiement massif de forces de l'ordre est du ressort du proviseur ou d'une autre instance, mais nous tenons tout de même à dire que nous estimons qu'un blocus pourrait se dérouler sans accroc, avec une véritable communication avec les élèves, sans casse ni dangerosité pour quiconque, comme lors du 10 septembre, si nous n'étions pas réprimés en permanence. Car outre les violences policières lors du 18 septembre dont vous devez toutes et tous être déjà au courant, les forces de l'ordre ont encore une fois commis des violences sur des élèves, avec notamment plusieurs personnes poussées à terre puis frappées. Nous sommes bien conscient·es que cela a pour but de nous faire peur, de nous décourager de continuer nos actions. Mais soyons clairs, nous ne cesserons pas de nous mobiliser, par le moyen de blocus ou d'autres. Nous tenons donc à dire que ces actions futures se dérouleront dans un plus grand calme si nous ne sommes pas réprimés et contraints à des modes d'action pouvant être source de problèmes. Nous sommes ouverts au dialogue, mais pas lorsque celui-ci doit se faire dans un environnement aussi policier que nous avons pu l'observer jeudi.

Nous tenons à faire remarquer que les parents d'un certain nombre d'élèves ayant été identifié·es comme bloqueurs ont reçu un autre mail notifiant à ces parents d'élèves que leur enfant aurait "pris part à l'action de blocage", et menaçant ces élèves de sanctions en cas de "réitération de toute forme de blocage". Or il n'est en aucun cas précisé de quelle manière l'administration a catégorisé certain·es élèves en tant que bloqueurs, et des élèves n'étant même pas présent·es dans l'enceinte du lycée lors du blocus ont également reçu ce mail, accompagné à chaque fois d'une dé-justification sur Pronote des absences de ce jour-là, alors qu'il n'y avait donc bel et bien pas de cours. L'un de nos camarades a même été menacé d'être convoqué en conseil de discipline, une sanction directement liée à la scolarité de l'élève, ce qui est illégitime et vise à nous empêcher de militer, ce que nous ne laisserons pas passer. De plus, les perturbations ayant pu avoir lieu dans le lycée étaient en grande partie causées par la contrainte, comme nous l'avons dit de la forte

présence policière, et cette personne a été choisie arbitrairement, pour servir d'exemple et décourager le reste des élèves de participer au mouvement.

Nous en appelons donc à vous, professeur·es, employé·es du lycée, parents d'élèves, pour vous tenir à nos côtés dans ce qui s'annonce comme une période de plus en plus difficile pour notre mouvement, à moins que l'administration ne décide lors des prochaines actions de privilégier le dialogue, et la sécurité pour chacun des élèves de l'établissement.